



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant prescriptions spécifiques à déclaration
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
concernant
la réhabilitation d'un ancien site industriel
Commune de RIS**

Dossier n° 63-2021-00210

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et imposant le bon état écologique des masses d'eau pour 2015 ;

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale ;

Vu le Code Civil et notamment l'article 640 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214-32 à 214-56 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Dore, approuvé par arrêté inter-préfectoral en date du 7 mars 2014 ;

Vu le plan de prévention des risques inondations (PPRI) de l'Allier approuvé le 4 novembre 2013 ;

Vu le dossier de déclaration élaboré par le bureau d'études SC TERRA, déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçu le 21 décembre 2021, présenté par la SAS Ets DAUPHANT, enregistré sous le n° 63-2021-00210, relatif à la réhabilitation d'un ancien site industriel, sur la commune de Ris ;

Vu la demande de compléments en date du 27 juillet 2021, notamment sur la justification de la prise en compte du bassin versant naturel amont, et sur la prise en compte de la règle de calcul du dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales ;

Vu les demandes de compléments reçus le 21 décembre 2021, la note modificative reçue le 16 février 2022, et le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidences,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques.

Vu le récépissé de déclaration en date du 7 janvier 2022, valant accusé réception du dossier et des compléments demandés ;

Considérant que l'avis du pétitionnaire concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier en date du 23 février 2022 ;

Considérant que le déclarant n'a pas émis d'avis sur le projet d'arrêté préfectoral concernant les prescriptions spécifiques, dans le délai de 15 jours impartis ;

Considérant que l'aménagement de cet ancien site industriel n'est pas dans l'emprise du périmètre concerné par le plan de prévention des risques inondations de l'Allier ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau grâce aux systèmes de régulation des rejets et de traitement des eaux d'écoulements générées par l'imperméabilisation de surface ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Titre I : Objet de la déclaration

Article 1 – Objet de la déclaration

Il est donné acte à la SAS Ets DAUPHANT, domiciliée « Les Sarraix » - 63250 CELLES-sur-DUROLLE, de sa déclaration reçue le 21 décembre 2021, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la réhabilitation d'un ancien site industriel, sur la commune de Ris.

Les travaux réalisés rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration	/
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² (D).	Non soumis	Arrêté du 13/02/2002

Titre II : Prescriptions techniques

Article 2 – Caractéristiques des ouvrages

2.1. Description générale du projet

- surface du projet : 2,245 ha,
- surface du bassin versant en amont : 0 ha,
- surface totale du projet : 2,245 ha.

2.2. Descriptif technique

2.2.1. Gestion et traitement des eaux pluviales publiques

Les ouvrages de rétention sont dimensionnés pour stocker sans débordement les eaux de ruissellement de toute pluie de retour 10 ans (T10). L'ensemble des eaux de voiries internes du site, parkings, piste cyclable et trottoirs sont collectées et rejetées dans le bassin de rétention-restitution, avec un débit de fuite de 6,7 l/s. Le rejet du bassin se fait dans le fossé passant au droit de la parcelle d'implantation des ouvrages.

L'exutoire du bassin est constitué d'un regard de régulation et d'une vanne murale de fermeture.

Les ouvrages ont les caractéristiques suivantes :

Ouvrage	Bassin	TOTAL
Volume de stockage (en m ³)	466	466
Débit de fuite (en l/s)	2,245 ha x 3 l/s	6,7

Un regard de réception des eaux pluviales est installé au droit du bassin pour récupérer l'ensemble des eaux pluviales des voiries internes du site et parkings.

Le plan des aménagements et des Ouvrages de Gestion des Eaux Pluviales (OGEP) est joint en annexe au présent arrêté.

2.2.2. Gestion et traitement des eaux pluviales privées

L'aménagement des parcelles privées fait, dans la mesure du possible et selon la perméabilité des sols au droit de la parcelle :

- l'objet de la réalisation d'un ouvrage d'infiltration dans le sous-sol des eaux pluviales produites sur la parcelle,

OU

- l'objet de la réalisation d'un ouvrage ou pose d'une cuve enterrée. Les eaux sont acheminées, pour un lot moyen de 500 m², vers une cuve de rétention-restitution, dont le débit de fuite pour toute pluie de retour 10 ans (T10) au droit de la parcelle est fixé à 1 l/s, et dont le volume varie selon la superficie imperméabilisée.

Le rejet se fait via un tabouret de raccordement au réseau public de collecte des eaux pluviales installé au droit de la parcelle par l'aménageur du site.

Le dimensionnement des cuves de rétention-restitution est fixé selon le tableau suivant :

Surface imperméabilisées (m ²)	Volume de rétention minimal (m ³)
0 à 185	4
185 à 215	5
215 à 250	6
250 à 280	7
280 à 315	8

2.2.3. Gestion et traitement des eaux usées

Le traitement des eaux usées produites sur le site relève de l'assainissement non collectif pour chacun des lots aménagés, et à ce titre de la réglementation en la matière, selon les dispositions de l'article R.1331-1-1 du code de la santé publique et du règlement du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) local.

Si dans l'avenir le secteur dit du « quartier de La Gare » sur la commune de Ris fait l'objet d'un traitement en assainissement collectif, alors l'ensemble du site devra être raccordé à la station de traitement des eaux usées.

L'aménageur du site prévoit à ce titre en attente, la pose sous les voiries d'un réseau public de collecte des eaux usées, dont le diamètre ne peut être inférieur à 200 mm, conformément au fascicule 70 du CGTG.

2.2.4. Moyens de surveillance et d'entretien des ouvrages collectifs

L'entretien courant des ouvrages collectifs de gestion des eaux pluviales est réalisé conformément aux dispositions du § 5 du dossier de déclaration. Il est de la responsabilité de l'exploitant du site.

Pour l'entretien des espaces verts et des ouvrages de rétention, l'usage de pesticides et autres produits phytosanitaires est interdit afin de limiter la pollution du milieu récepteur.

Un registre de surveillance contenant les visites de contrôle, les interventions d'entretien, les vérifications et les réparations éventuelles, est tenu à jour par le pétitionnaire ou son exploitant en cas de délégation de gestion. Il est tenu à la disposition des services en charge du contrôle.

Article 3 – Information des services et récolement

Le service en charge de la police de l'eau et l'Office Français de la Biodiversité sont tenus informés au moins quinze jours à l'avance du démarrage des travaux.

A la fin de la phase d'aménagement, un exemplaire du dossier de récolement est adressé par le permissionnaire au service en charge de la police de l'eau.

Article 4 – Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III : Dispositions générales

Article 5 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté,

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'entretien et la surveillance des installations est sous la responsabilité du pétitionnaire en charge du site aménagé. Toutefois en cas de cession du site et des bâtiments, l'ensemble des prestations concernant le fonctionnement et la conformité du système seront reprises à la charge du nouvel exploitant. Le changement de responsabilité doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du service en charge de la police de l'eau.

Article 6 – Remise en état des lieux

Si le permissionnaire souhaite renoncer à sa déclaration, il en fait la demande au Préfet qui peut faire établir un projet de remise en état des lieux totale ou partielle, accompagnée des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 7 – Accès aux installations

Les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ont libre accès, dans les conditions fixées par l'article L.171-1 du code de l'environnement, aux installations autorisées. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 8 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les dispositifs du présent arrêté pourront être modifiées ou révoquées à la diligence de l'Administration pour un motif se rapportant à la gestion du domaine public considéré.

Article 10 – Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de Ris, où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Dore.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la préfecture du Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six (6) mois.

Article 11 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de sa notification et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions de l'article R.214-37 du code de l'environnement à compter de son affichage à la mairie de la commune de Ris.

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon, C.S 90129, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1) peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site <https://citoyens.telerecours.fr/>

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'Administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Article 12 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le maire de la commune de Ris, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 25 mars 2022

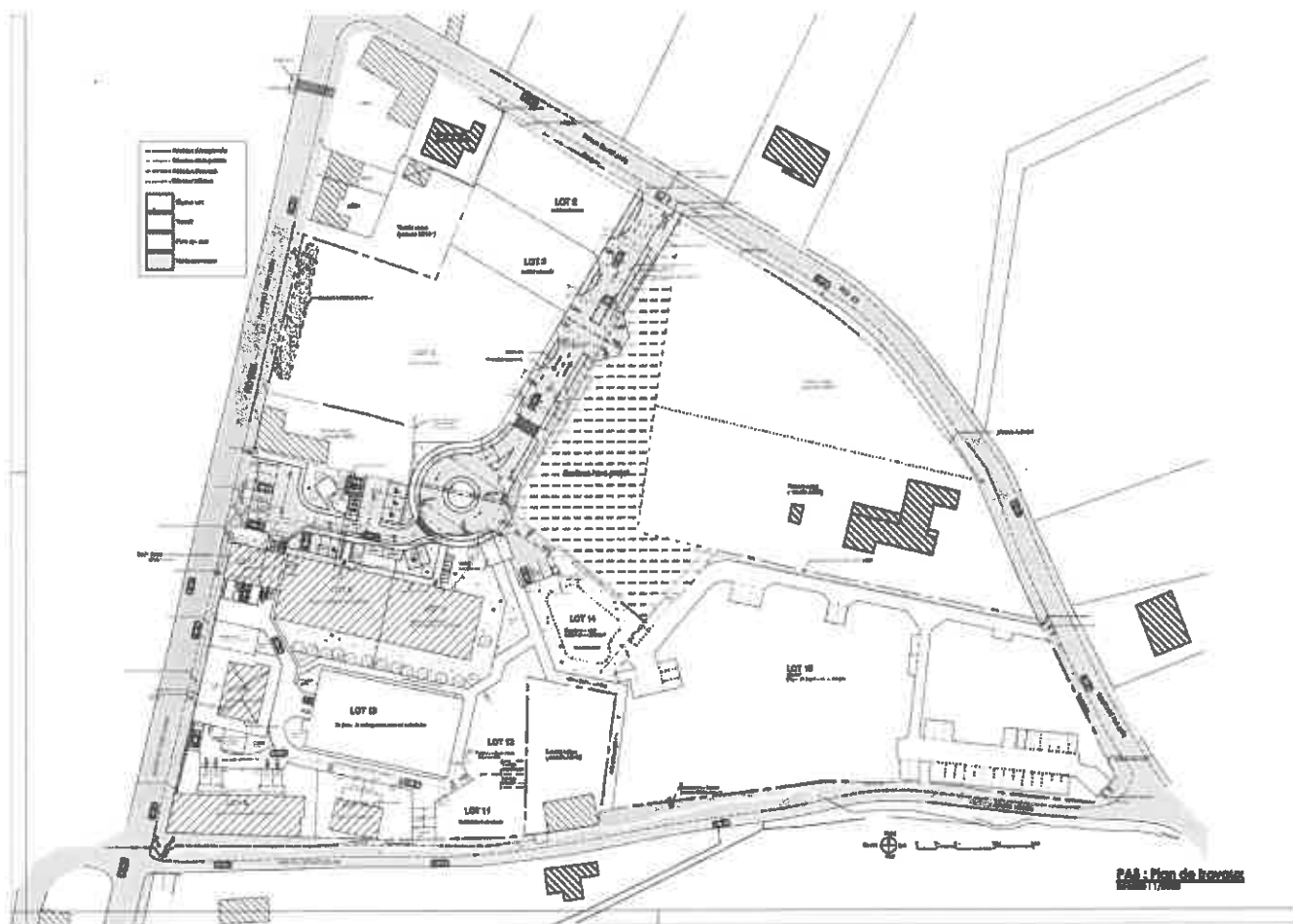
Pour le directeur départemental des territoires,
et par délégation,
La cheffe de service eau, environnement et forêt



Caroline MAUDUIT

ANNEXE

Plan des OGEP





**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Clermont-Ferrand, le 25 Mars 2022

Service Eau, Environnement, Forêt
Affaire suivie par :
Pascal GONNELLE
Tél. : 04.73.42.14.71
ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires
à

**ETABLISSEMENTS DAUPHANT SOCIETE ANO-
NYME
LES SARRAIX
63250 CELLES-SUR-DUROLLE**

OBJET : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Réhabilitation d'un ancien site Industriel sur la commune de RIS

Courrier de notification de décision

Réf. : 63-2021-00210

P.J. :

arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques
avis de commencement des travaux

Monsieur,

Par courrier en date du 16 Juillet 2021, vous avez déposé un dossier de déclaration, complété le 21 Décembre 2021 concernant :

la réhabilitation d'un ancien site Industriel sur la commune de RIS

dossier enregistré sous le numéro : **63-2021-00210**.

Vous avez précédemment reçu les arrêtés de prescriptions générales qui vous sont applicables. Vous trouverez, joint à ce courrier, l'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques.

Vous êtes autorisé à réaliser cette opération, en veillant à respecter les éléments déclarés dans votre dossier, ainsi que les prescriptions des différents arrêtés.

Le service police de l'eau devra être averti 15 jours avant le début des travaux, en utilisant la fiche jointe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
et par délégation,
La cheffe du service eau, environnement, forêt


Caroline MAUDUIT



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Clermont-Ferrand, le 25 Mars 2022

Service Eau, Environnement, Forêt
Affaire suivie par :
Pascal GONNELLE
Tél. : 04.73.42.14.71
ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires
à

**Monsieur le Maire de la commune de RIS
mairie
1 place de la Mairie
63290 RIS**

OBJET : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Réhabilitation d'un ancien site industriel sur la commune de RIS
Réf. : 63-2021-00210

P.J. : dossier
copie de la décision

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par ETABLISSEMENTS DAUPHANT SOCIETE ANONYME en date du 16 Juillet 2021 concernant l'opération suivante :

la réhabilitation d'un ancien site industriel sur la commune de RIS

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision préfectorale concernant cette déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
et par délégation,
La cheffe du service eau, environnement, forêt


Caroline MAUDUIT

